

Prévenir l'excision par la médiation culturelle

Deux « animatrices communautaires » ont été engagées grâce à des subsides pour épauler l'ONE. Elles ont pour rôle de sensibiliser les mères à protéger leurs fillettes des mutilations.

REPORTAGE

Samia Youssouf déplie une carte du monde. Plus ils tirent vers le rouge, plus les pays présentent un taux de prévalence élevé. En Somalie, en Guinée, à Djibouti, en Egypte et au Mali, plus de 90 % des femmes sont excisées. Le quartier Sainte-Marguerite, à Liège, se situe à des milliers de kilomètres de ces régions. Et pourtant. Dans cette petite pièce isolée, séparée de la salle principale de la consultation ONE, des femmes mutilées dans leur pays d'origine se confient.

Membre du Gams, le Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles féminines, Samia Youssouf est « animatrice communautaire » : elle est invitée une fois par mois dans cette consultation ONE de la Cité ardente, dans le cadre d'un projet pilote. Les travailleuses médico-sociales du lieu font en sorte que toute jeune maman venant d'un pays « à risque » rencontre Samia. Son rôle ? Sensibiliser les femmes migrantes aux conséquences graves de l'excision. Et, surtout, les informer que cette pratique est strictement interdite en Belgique afin de protéger les petites filles.

Plus que des interprètes

Ce matin-là, Ismatou et Chafika accompagnent Samia dans son travail. Les deux jeunes femmes viennent d'être engagées à mi-temps grâce à un budget débloqué par la ministre de la Petite enfance, Alda Greoli. Une victoire dont se félicite Fabienne Richard, présidente de cette association qui, jusque-là, tentait de répondre aux demandes de l'ONE avec les moyens du bord. Ismatou vient de Guinée, elle couvrira donc plutôt les pays d'Afrique de l'ouest puisqu'elle parle le peul, le soussou, le malinké et le wolof. Chafika, elle, est originaire de Djibouti et s'occupera de l'Afrique de l'est. Elle maîtrise l'amharique, le somali, l'afar, l'arabe, l'anglais et le français, comme ses deux autres collègues. L'une d'elle travaillera plutôt sur Bruxelles, l'autre sur Liège, mais d'autres villes pourraient être demandées.

En attendant, les deux nouvelles recrues peaufinent leur formation. Car leur job dépasse largement un simple rôle d'interprètes. Toutes deux sont déjà membres du Gams. Comme Samia, elles ont elles-mêmes été excisées et ont obtenu le statut de réfugiées en Belgique à ce titre. Une proximité avec les

jeunes mères qui fait la différence. « Si on avait pris une Européenne pour leur parler excision, cela n'aurait jamais fonctionné ! », approuve Thérèse Balthazar, travailleuse médico-sociale (« TMS », dans le jargon ONE) dans la consultation en question.

L'ONE, lieu d'accroche

Le Gams informe déjà les demanduses d'asile dans les centres d'accueil. La présence de ces animatrices communautaires dans les locaux de l'ONE permet de sensibiliser des jeunes femmes arrivées en Belgique dans le cadre d'un regroupement familial. Ces dernières ne connaissent pas la loi belge et risquent de retourner dans leur pays d'origine pour faire mutiler leur(s) petite(s) fille(s). Leur faire entendre que c'est dangereux et interdit ici n'est pas toujours aisé. « Il est certain qu'on ne sensibilise pas une femme qui a vécu vingt ans avec ces traditions en une heure, admet Samia. Quand une dame me voit pour la première fois, je commence par lui montrer cette carte. Je lui demande si l'excision existe dans son pays. Elles le reconnaissent d'emblée, car elles considèrent que c'est normal,

que ce sont leurs traditions. Ensuite, on explique le cadre légal belge. Et on parle des conséquences des mutilations sur l'état psychologique des femmes, mais aussi sur leur sexualité. Souvent, elles se confient alors sur leurs difficultés gynécologiques. Et se questionnent... »

A une quinzaine de minutes du quartier Sainte-Marguerite, dans l'antenne ONE de Feronstrée, le médecin Marie-Hélène Delhaxhe termine ses consultations. Il y a quelques années, elle avait également eu une expérience très positive avec une animatrice communautaire du Gams. Elle plaide souvent pour retrouver de telles partenaires. Et se réjouit donc du récent engagement de Chafika et Ismatou : « Ici, un enfant sur vingt, en moyenne, provient d'un pays à risque. C'est très variable selon les consultations, tout comme la connaissance du kit de prévention des mutilations génitales féminines. Moi, j'en parle et je suis à l'aise avec cela, mais ce n'est pas le cas partout. Notre travail et celui des animatrices communautaires sont complémentaires. Nous nous concentrons sur le bébé, mais elles vont plus loin, en s'attachant à tous les problèmes vécus par les femmes, comme ceux de violences... L'ONE est un lieu

d'accroche important. Nous devons y faire entrer d'autres professionnels... »

Au-delà de la prévention de l'excision *stricto sensu*, les animatrices communautaires organisent également des ateliers avec ces mamans migrantes. « Les ateliers se font en plusieurs

langues, explique Samia. Il y est par exemple question des soins prodigués à l'enfant. « Il y a des choses positives en Afrique aussi, insiste Samia. Le massage du bébé au beurre de karité, ou le portage sur le dos, par exemple. De leur culture, il y a donc des traditions à conserver que nous valorisons, et d'autres, nocives pour l'enfant, qu'il faut éliminer. Les mutilations ou le gavage. Dans certaines régions, on "gave" les enfants pour qu'ils soient bien en chair. »

Le risque de retour au pays

D'autres groupes de parole abordent les violences conjugales, les moyens de contraception ou encore la sexualité. « Beaucoup de femmes excisées se plaignent de douleurs pendant les rapports, raconte Samia. Au fur et à mesure des ateliers, les langues se délient. Ces femmes ne connaissent pas leur corps, ni le plaisir. Nous, on leur parle de reconstruction du clitoris, par exemple. Petit à petit, elles développent une certaine curiosité. »

Samia suit les mamans jusqu'aux 4 ans des petites filles. Le risque d'un retour au pays plane toujours. « Même quand elles sont sensibilisées ici, la pression de leur famille là-bas est très forte, souligne Madame Leroy, la TMS de Feronstrée. Récemment, nous avons empêché une dame de partir présenter ses trois dernières filles à la famille. Au téléphone, ses proches disaient qu'ils s'en foutaient que cela soit interdit en Belgique. D'autres résistent à leur famille ou mettent en place des stratégies : elles prétendent que l'enfant a été excisée en Belgique, par exemple. Des couples dorment avec leur fille au milieu d'eau, pour éviter qu'on ne vienne la prendre pendant la nuit... » Lors de retours au pays, les médecins peuvent exiger des certificats avant et après le voyage.

Si les budgets ont été octroyés au Gams depuis l'été, l'association attend les directives de l'ONE quant aux consultations prioritaires. Une réunion est prévue mi-septembre entre l'Office national de l'enfance et l'ASBL. ■

ELODIE BLOGIE

EN CHIFFRES

3 millions

Chaque année, 3 millions de jeunes filles sont excisées à travers le monde. Au moins 200 millions de filles et de femmes en vie aujourd'hui ont subi des mutilations génitales dans 30 pays.

4.000

En Belgique, selon l'étude de prévalence coordonnée par l'Institut de médecine tropicale d'Anvers et soutenue par le SPF Santé publique, 13.112 femmes et filles sont très probablement excisées et 4.084 sont à risque de l'être. L'article 409 du code pénal belge punit de 3 à 5 ans de prison toute forme de mutilation des organes génitaux d'une femme.

LA MINISTRE

« Un combat essentiel »

C'est la ministre de la Petite enfance de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Alda Greoll (CDH, devenue également ministre de la Santé et de l'Égalité des chances à la Région wallonne), qui a débloqué un budget de 60.000 euros afin d'aider le Gams à engager deux animatrices communautaires à mi-temps. Pourquoi vous semblait-il important de libérer un budget pour ces deux nouveaux postes ?

Tout d'abord parce que je sais que le Gams fait un travail sérieux. Mais surtout parce que s'il y a des combats importants sur le plan de l'égalité hommes-femmes, c'est bien celui des mutilations génitales. Il est essentiel de faire en sorte que les femmes soient en pleine possession de leurs capacités et de leur corps. Dans le plus grand respect des différentes

cultures et religions, sans jugement, nous devons avoir le courage de conscientiser les parents sur les conséquences des gestes qu'ils portent sur leurs enfants. Le Gams possède les connaissances nécessaires et les consultations ONE sont des lieux où passent de nombreuses mères. Or, c'est en sensibilisant les mamans qu'on agira le mieux. Il y a des dossiers dont tout le monde parle, puis il y a des petites actions dont on parle peu mais qui agissent en profondeur pour faire évoluer l'égalité. Ce budget sera-t-il renouvelé ? Oui, il s'agit bien d'une convention pluriannuelle signée avec l'association, qui sera cependant évaluée.

Vous poursuivez donc votre travail des deux côtés, à la Fédération et au gouvernement wallon...

Ce travail ne s'oppose en rien à mon nouveau poste. Au contraire ! Il y a une belle connexion entre mes compétences à la Fédération - la Petite enfance et la Culture - et à la Région - la Santé, la Prévention et les Droits des femmes.

E.BL